

Pour battre ISIS, il faut se débarrasser de la coalition dirigée par les Etats-Unis (RT)

Sharminé
NARWANI

2 juin 2015



Les ennemis d'ISIS ne sont pas à la fête. L'État islamique a réussi un parfait tour du chapeau* en envahissant la ville stratégique de Ramadi, dans la province irakienne à majorité sunnite d'Anbar, en occupant Palmyre, le joyau historique de la Syrie, et en prenant Al-Tanf, le dernier point de passage frontalier avec l'Irak.

La « coalition » multinationale menée par les Américains et créée en août dernier pour contrecarrer l'avancée de l'État islamique (EI, anciennement ISIS) en Syrie et en Irak ... n'a rien fait.

Bagdad et Washington s'accusent donc maintenant mutuellement de dormir au travail.

Le Secrétaire américain à la Défense, Ash Carter, a décoché le premier coup bas, dimanche, dans une interview à CNN : « Ce qui est arrivé est apparemment que les soldats irakiens n'ont montré aucune volonté de se battre. Ils étaient beaucoup plus nombreux que les assaillants. Et donc je crois... que le problème, c'est la volonté des Irakiens de se battre et de se défendre ».

Carter doit avoir oublié que les Irakiens ont réussi à empêcher ISIS d'entrer à Ramadi pendant près de 18 mois. Il a aussi oublié que ce sont les Irakiens qui ont défendu et/ou repris Amerli, Suleiman Beg, Tuz Khurmatu, Jurf al-Sakhar, Jalula, Saadiyah, Khanaqin, Muqadiyah, Baquba, Udham Dam, Tharthar Dam, Habbaniyah, Haditha, Al-Baghdadi, le barrage de Mossoul, Mont Sinjar, Zoumar, Erbil, Gwer, Makhmur, des dizaines de villages chrétiens dans les plaines de Ninive, Tikrit, Samarra, Balad, Dhuluiya, Doujaïl, Ishaqi, Al-Alam, Al-Dour, Albu Ajil, Awja, Al- Mutassim, Mukayshifa, Ajil et les champs pétrolifères d'Alas, les montagnes Hamrin, la raffinerie de pétrole de Baiji, des dizaines de villages dans les provinces de Salaheddine, Diyala, Kirkouk, Anbar et Babil - et la capitale, Bagdad.

Les Irakiens ont rétorqué. Hakim al-Zamili, un important membre du parlement, a imputé la responsabilité de la chute de Ramadi aux États-Unis qui n'ont pas fourni « l'équipement, les armes et le soutien aérien nécessaires » aux troupes.

Le Vice-premier ministre Saleh Mutlaq, qui est un sunnite originaire de la province d'Anbar, a déclaré que l'action des Américains était déficiente dans tous les domaines : « Les frappes aériennes de la coalition sont insuffisantes pour éliminer l'EI ». Et il a ajouté que la politique américaine de recruter des tribus sunnites pour la guerre, venait « trop tard » - que c'était « important, mais pas suffisant. » En matière d'euphémisme, on ne peut pas mieux faire.

L'objectif annoncé depuis longtemps par Washington, consistant à réunir une force de combat sunnite triée sur le volet - ou son équivalent sous la forme d'une garde nationale - a toujours servi d'alibi pour leur éviter d'affronter les réalités.

Une chose que nous avons apprise au fur et à mesure qu'EI prenait des petites et des grandes villes sunnites, est

que le groupe extrémiste se targue d'avoir des cellules dormantes et des alliés à l'intérieur de ces zones. Les tribus comme les familles sunnites sont divisées sur la question du soutien à l'EI. Et les assaillants veillent à ce que tout le monde se soumette en terrorisant les populations par tous les moyens. Donc, la probabilité de la formation imminente d'une importante force de combat sunnite, bien formée et bien équipée est à peu près nulle.

Toute aussi nulle est la probabilité que la coalition aérienne menée par les USA parvienne à paralyser l'État islamique. Washington a opéré moins de frappes en Syrie et en Irak, en neuf mois, qu'Israël pendant son opération-éclair de trois semaines à Gaza, en 2008-09.

Où étaient les bombardiers américains quand Ramadi et Palmyre sont tombées ? Et pourquoi l'US Air Force ne semble s'engager sérieusement que lorsque leurs alliés kurdes sont menacés - comme à Kobani (Ain al-Arab en Syrie et à Erbil en Irak ?

Les calculs des États-Unis concernant la Syrie et l'Irak

S'il est vrai que les actions en disent plus long que les paroles, alors les mouvements de Washington au Moyen-Orient sont très très explicites.

Oubliez les discours sur un « Irak unifié » avec un « gouvernement central fort ». Et oubliez aussi l'objectif annoncé à grand bruit de « former des forces modérées » pour « chasser l'EI » de Syrie à travers les frontières jordaniennes et turques. Ce ne sont que des mots.

Si l'on prend objectivement en compte les intérêts américains dans la région, une image totalement différente se dégage. Les Américains cherchent à maintenir leur hégémonie absolue au Moyen-Orient, même lorsqu'ils mettent fin aux occupations militaires coûteuses de l'Irak et de l'Afghanistan. Leurs intérêts primordiaux sont : 1) se procurer du pétrole et du gaz au moindre coût, 2) soutenir Israël et, plus récemment, 3) saper l'influence russe (et chinoise) dans la région.

Maintenir leur hégémonie s'avérerait beaucoup plus facile sans la présence d'une République islamique d'Iran puissante et indépendante qui continue de contrecarrer nombre des projets de Washington dans la région.

Donc, leur hégémonie dépend en partie de l'affaiblissement de l'Iran et de ses alliés.

En éliminant Saddam Hussein en Irak, les États-Unis ont étendu, sans le vouloir, l'arc d'influence géographique de l'Iran jusqu'à la Palestine, ce qui a rendu le projet colonial israélien plus vulnérable. L'ancien président George W. Bush s'est immédiatement attelé à la tâche d'anéantir cet axe de résistance en essayant de neutraliser les alliés iraniens que sont le Hezbollah, la Syrie et le Hamas - et il a échoué.

Le printemps arabe a offert une nouvelle opportunité : les États-Unis et leurs alliés turcs et du Golfe Persique sont passés à l'action pour créer les conditions d'un changement de régime en Syrie. L'objectif ? Briser la continuité géographique - à travers l'Irak, la Syrie et le Liban - entre l'Iran et la Palestine.

Lorsque le plan de changement de régime a échoué, on est passé au plan 2 : diviser la Syrie en plusieurs entités concurrentes, ce qui affaiblirait l'État central et créerait une « zone tampon » pro-américaine le long de la frontière avec Israël.

Diviser l'Irak pour affaiblir son gouvernement central, en attisant les clivages entre les kurdes, les sunnites et les chiites, a également été une priorité pour les Américains.

Il suffit de regarder ce que les États-Unis ont fait récemment en Irak pour voir en quoi consiste exactement ce plan secret. Les frappes aériennes de Washington les plus intensives à ce jour ont eu lieu quand la ville kurde d'Erbil et ses environs ont été menacés par ISIS. Le Congrès a violé toutes les normes internationales en votant une loi pour armer directement les milices sunnites et kurdes et contourner le gouvernement central de Bagdad. Et en dépit d'innombrables promesses et engagements, les Américains ont échoué à former et équiper efficacement l'armée et les forces de sécurité irakiennes.

Un Irak faible et divisé ne risque pas de devenir une puissance régionale alliée à l'Iran et à l'axe de la résistance.

Pas plus qu'une Syrie faible et divisée. Mais sans contrôle étasunien sur ces gouvernements centraux, la seule façon d'y parvenir est de créer, 1) un conflit sectaire et ethnique qui entraînerait la formation de zones-tampons pro-américaines à l'intérieur des états de la résistance et/ou, 2) une « zone tampon sunnite » hostile qui briserait la continuité géographique entre l'Irak et la Palestine.

Aujourd'hui, la « zone-tampon sunnite de l'Amérique est l'État islamique

Le général Walid Sukariyya, un membre sunnite pro-résistance du parlement libanais, dit la même chose : « Il faut mieux pour les Etats-Unis et Israël avoir ISIS que d'avoir un Iran, un Irak et une Syrie forts... S'ils parviennent à leurs fins, l'Etat sunnite en Irak séparerait l'axe de la résistance de la Palestine. »

Washington cherche depuis longtemps à créer une zone tampon en Irak à la frontière syrienne, cela fait littéralement des années qu'il essaie – sans résultats – de trouver, puis de formater des dirigeants irakiens sunnites représentatifs susceptibles de s'aligner sur les Etats-Unis.

Un exemple en est la délégation d'Anbar que le général américain John Allen avait sélectionnée en décembre dernier pour une visite à Washington et qui excluait les représentants des deux plus importantes tribus sunnites qui combattent contre l'EI en Irak – les tribus Albu Alwan et Albu Nimr. Un porte-parole des tribus s'en est plaint au journal Al-Jarida : "Nous nous battons contre ISIL et nous sommes massacrés parce que nous manquons d'armes. Et pendant ce temps-là, il y en a qui vont à Washington chercher des fonds et qui seront plus tard désignés pour être nos dirigeants ".

Mais pourquoi ignorer les groupes sunnites qui sont tout à fait opposés à l'EI ? Ne sont-ils pas les alliés naturels de l'Amérique en Irak ?

Les groupes extrémistes takfiris servent les objectifs de Washington. L'EI a eu la possibilité – au contraire des factions sunnites concurrentes, avec leurs listes sans fin de demandes venant de Bagdad - de transformer le projet de « zone-tampon » des États-Unis en une réalité concrète. Et Washington n'a pas besoin de prodiguer son sang, son argent ni sa force de travail pour réaliser le job.

La semaine dernière, le groupe de surveillance étatique, Judicial Watch, a publié un document secret (maintenant déclassifié) de 2012 de la Defense Intelligence Agency (DIA) qui révèle les calculs américains en Syrie.

Écrit seulement 16 mois après le début du conflit syrien qui dure depuis 50 mois, le document de la DIA profondément expurgé divulgue les éléments clés suivants :

« Les salafistes, les Frères musulmans et AQI (Al-Qaïda en Irak) sont les principaux moteurs de l'insurrection en Syrie. »

« L'Occident, les pays du Golfe et la Turquie soutiennent l'opposition. »

Le gouvernement syrien a décidé de privilégier la sécurisation des zones pro-gouvernementales et des principales voies d'accès, ce qui signifie que « le régime a diminué sa concentration dans les zones touchant la frontière irakienne (al Hasaka et Der Zor). »

« Les forces d'opposition tentent de contrôler les régions de l'Est (Hasaka et Der Zor) touchant la frontière occidentale irakienne (Mossoul et Anbar) ... Les pays occidentaux, les pays du Golfe et la Turquie appuient leurs efforts. »

« La détérioration de la situation ... crée l'atmosphère idéale pour que AQI revienne à ses anciens bastions de Mossoul et Ramadi ... »

« Si la situation se dégrade, il y a la possibilité d'établir une Principauté salafiste, déclarée ou non dans l'est de la Syrie, et c'est exactement ce que veulent les puissances qui soutiennent l'opposition, afin d'isoler le régime syrien qui est considéré comme le nœud stratégique de l'expansion chiite (l'Irak et l'Iran) ».

Le mémoire de la DIA indique clairement que l'escalade du conflit en Syrie engendrera davantage de sectarisme et de radicalisation, ce qui augmentera la probabilité d'un « État islamique », à la frontière syro-irakienne, qui

serait probablement dirigé par l'Etat islamique d'Irak (ISI).

Qu'est-ce que les officiels de Washington ont fait quand ils ont reçu ce rapport ? Ils ont menti.

Moins d'un mois après que le rapport de la DIA leur ait été remis, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a déclaré ceci au Comité des relations étrangères du Sénat à propos de l'opposition syrienne : « Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que l'essentiel de l'opposition fait partie d'al-Qaïda, des méchants. Ce n'est pas vrai. Il y a environ 70.000 à 100.000 opposants ... 15 à 25 % d'entre eux appartiennent peut-être à ces groupes que nous considérons comme mauvais... Mais il existe une véritable opposition modérée ».

Grâce à l'histoire fabriquée des « rebelles modérés » qui ont besoin d'aide pour lutter contre un « régime syrien criminel », le gouvernement américain a maintenu l'intensité du conflit syrien, en sachant très bien que le résultat serait la création d'une entité extrémiste sunnite enjambant la frontière syro-irakienne ... ce qui pourrait paralyser, ce que les Américains appellent « le nœud stratégique de l'expansion chiite. »

Max Abrahms qui est membre du Conseil américain des relations étrangères et spécialiste du terrorisme, a reconnu sur Twitter que : « Le rapport de la DIA du 5 août 2012 confirme une grande partie de ce que Assad dit depuis le début sur ses adversaires de l'intérieur comme de l'extérieur. »

Comment lutter contre ce « Frankenstein » Américain

Depuis l'année dernière, de nombreux responsables irakiens se plaignent du parachutage étasunien d'armes à l'EI – délibéré ou accidentel, la question n'est pas tranchée. Par contre, des sources militaires ont clairement indiqué que la coalition menée par les Etats-Unis ignore la plupart des demandes irakiennes de couverture aérienne de ses opérations au sol.

Si les Etats-Unis ne veulent pas coopérer à la lutte existentielle de l'Irak contre l'EI, alors pourquoi s'embêter avec les Américains ?

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi est considéré comme un chef d'Etat « faible » - un fonctionnaire relativement pro-américain qui s'efforce de maintenir l'équilibre entre les intérêts américains et ceux du puissant voisin de l'Irak, l'Iran.

Mais après la chute désastreuse de Ramadi et d'autres mauvaises nouvelles venant de Syrie, Abadi n'a guère d'autre choix que de limiter les pertes, et vite. Le premier ministre a ordonné le déploiement de milliers de miliciens de Hashd al-SHAABI (groupes paramilitaires chiites communément appelés Forces de mobilisation populaire) dans la province d'Anbar pour reprendre le contrôle de Ramadi. Ceci avec l'exceptionnelle bénédiction des tribus sunnites d'Anbar qui ont voté massivement pour demander le soutien militaire de Hashd.

Quelques milliers de combattants sunnites ont rejoint les miliciens de Hashd, apportant leur sceau à cette décision politique. Si l'opération de Ramadi réussit, cet effort conjoint entre sunnites et chiites (qui a également été couronné de succès à Tikrit) pourrait fournir à l'Irak un modèle à multiplier autant que possible.

Les pertes récentes en Syrie et en Irak ont galvanisé les opposants de l'EI, du Liban à l'Iran en passant par la Russie, et les armes, les hommes et les fonds affluent. Si Ramadi est repris, ce regroupement continuera sans doute sa progression et tentera d'arriver à la frontière syrienne à travers le territoire de l'EI. Il y a une bonne raison à cela : les assaillants qui ont pris Ramadi sont passés à travers la frontière syrienne – au vu et au su des appareils de reconnaissance américains.

Un haut fonctionnaire d'un Etat de la résistance m'a dit plus tôt dans l'année : « Nous ne laisserons pas se former une grande zone démographique et géographique (extrémiste) entre la Syrie et l'Irak. Nous allons travailler à repousser l'EI syrien en Syrie et l'EI irakien en Irak ».

À l'heure actuelle, le renforcement des capacités militaires irakiennes est la clé qui permettra de repousser les Takfiris vers les zones d'opérations syriennes de l'est et du nord-ouest de la Syrie. Et la priorité absolue sera de détruire « la zone de tampon de l'EI » entre les deux pays.

Il y a dix-huit mois, j'ai écrit, dans un article sur la meilleure manière de lutter contre les militants djihadistes depuis le Levant jusqu'au golfe Persique, que la solution pour gagner la lutte devait être élaborée dans la région, en particulier au sein des Etats dont la sécurité est la plus compromise ou la plus menacée : le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

J'ai dit que ces quatre états seraient obligés d'augmenter leur coopération militaire à mesure que la guerre s'intensifierait et qu'ils seraient les seuls à mettre des « bottes sur le terrain ».

Et c'est ce qui va se passer. Mais la couverture aérienne est une composante nécessaire à la réussite des opérations offensives, même dans des situations de guerre non conventionnelle. Si les Etats-Unis et leur piètre coalition ne peuvent pas ou ne veulent pas fournir le renseignement et la couverture aérienne nécessaires, sous la direction d'un commandement militaire central irakien, alors l'Irak devra chercher de l'aide ailleurs.

On pense alors à l'Iran et à la Russie – et c'est peut-être ce qui arrivera.

L'Irak et la Syrie doivent fusionner leurs stratégies militaires plus efficacement - encore une fois, c'est un domaine où les Iraniens et les Russes peuvent fournir une expertise précieuse. Les deux états se sont heurtés à un mur dangereux ces dernières semaines, et ils sont certainement prêts à agir vite et fort.

Le groupe de résistance libanais, le Hezbollah, s'implique aussi de plus en plus - son secrétaire général, Hassan Nasrallah, a récemment assuré que le Hezbollah ne se limiterait plus géographiquement, et qu'il irait là où c'est nécessaire pour contrecarrer l'ennemi Takfiri. Les acteurs non étatiques qui constituent le noyau djihadiste et Takfiri ne peuvent pas être battus par des armées conventionnelles, et c'est la raison pour laquelle les milices locales habituées à la guerre asymétrique sont les mieux adaptées pour ces batailles.

En manière de critique contre la réponse tout à fait inexistante des Etats-Unis à la débâcle de Ramadi hier, Qassem Suleimani, le commandant de la Force l'élite iranienne Qods, souligne : « Aujourd'hui, il n'y a personne qui s'oppose à [l'EI] à l'exception de la République islamique d'Iran et des pays voisins de l'Iran ou soutenus par l'Iran ». Les Iraniens sont devenus des figures centrales dans la lutte contre le terrorisme, et ils sont aux premières loges – contrairement à Washington qui se trouve à quelque 10 000 km.

Si les États-Unis voulaient vraiment combattre le terrorisme, il leur faudrait se concentrer sur des activités non-combattantes mais essentielles pour saper l'extrémisme : 1) sécuriser les frontières turques et jordaniennes pour empêcher l'infiltration de djihadistes en Syrie et en Irak, 2) sanctionner les pays et les individus qui financent et militarisent les Takfiris, et qui sont pour la plupart de fidèles alliés des États-Unis, qui font maintenant ironiquement partie de la « coalition » pour lutter contre l'EI, et 3) échanger des renseignements cruciaux sur les mouvements djihadistes avec les pays engagés dans la bataille.

Il est temps d'arrêter l'hémorragie et de rallier quelques poids lourds à la bataille contre l'extrémisme. Si la coalition dirigée par les Etats-Unis ne veut pas opérer de frappes aériennes, sous le commandement explicite des états souverains engagés à grand risque dans cette lutte, il est peut-être temps de chasser de l'espace aérien irakien et syrien les avions de guerre de la coalition, et d'ouvrir notre ciel à des partenaires sérieux.

Sharmine Narwani

Traduction : Dominique Muselet

Note :

* Le coup du chapeau ou tour du chapeau (au Canada français) (en anglais : hat-trick) est un terme sportif d'origine anglophone associé à trois actions décisives faites par le même pratiquant au cours d'un unique événement sportif (Wikipedia)

»» <http://rt.com/op-edge/262393-isis-us-coalition-syria-iraq/>